

Pôle communication
Tél. : 24 66 40

Mercredi 26 octobre 2016

COMMUNIQUÉ

Mouvement de grève des conseillers pédagogiques relatif à la durée de leur temps de travail

Le président du gouvernement, Madame Hélène Iékawé, membre du gouvernement en charge de l'enseignement, et Madame Cynthia Ligeard, membre du gouvernement en charge de la fonction publique, ont reçu une délégation de conseillers pédagogiques en grève, manifestant ainsi leur désaccord sur les propositions de l'administration relatives à leur temps de travail.

Le président du gouvernement a tout d'abord rappelé la nécessité de maintenir le dialogue, de poursuivre les échanges et indiqué que sa porte restait ouverte en toute circonstance.

Le président du gouvernement a rappelé qu'au regard de la divergence de point de vue, il avait saisi le président du Tribunal administratif pour « dire le droit ». Dans un délibéré collégial en date du 1^{er} septembre dernier, le Tribunal administratif a précisé que « les conseillers pédagogiques ne peuvent se voir fixer une durée hebdomadaire de service de 27 heures » comme pour les enseignants dans la mesure où ils ne sont pas chargés de la conduite d'une classe. Le Tribunal a indiqué expressément que « la condition tenant à la charge de la conduite d'une classe doit être interprétée strictement ».

Dans un souci de compromis et de service de l'intérêt général, l'administration a fait la proposition suivante :

- Maintien du fonctionnement hebdomadaire actuel pendant le temps scolaire en ajoutant un temps de travail le mercredi après-midi ;
- Préservation d'une semaine sur deux de récupération pendant les petites vacances et investissement en temps de travail, notamment de formation, l'autre semaine ;
- Conservation des dispositions actuelles mobilisant les conseillers pédagogiques une semaine précédant la rentrée des élèves pendant les grandes vacances et une semaine à l'issue de leur sortie.

Le Président a souligné le rôle important des conseillers pédagogiques, notamment dans la mise en œuvre du projet éducatif et les a appelés à une mobilisation dans la participation aux groupes de réflexion et d'élaboration d'outils.